



LRD

Faire des écoquartiers des lieux propices à l'expression de la citoyenneté

A quoi servent les écoquartiers ? A rien ? A faire mousser leurs promoteurs ? A faire plaisir à quelques bobos en marge du monde réel ? A accentuer la ségrégation entre des cadres repus et un peuple qui aspire vainement à sauver son pouvoir d'achat par ces temps de précarisation ? A un Greenwashing savamment orchestré par les autorités municipales ? A satisfaire la technocratie centralisatrice en mal de normalisation urbaine ?

In fine, à faire diversion alors que ce qu'il faudrait, c'est changer les institutions, les règles du jeu d'une société de plus en plus inégalitaire, y compris dans la manière dont ses membres habitent : écoquartiers pour les uns, quartiers zéros pour les autres ?

Que n'entend-on sur les écoquartiers ! Comme tout phénomène de société qui connaît un certain succès, ils suscitent leur lot de rejet viscéral et de critiques acerbes, notamment de la part de spécialistes et de professionnels de la ville. Pour tenter d'y voir clair, ce dossier part d'une enquête large en France, en Suisse et en Allemagne auprès d'acteurs impliqués dans l'élaboration et la fabrication d'écoquartiers.

Urbanisme des limites

Le grand défi auquel les écoquartiers apportent des éléments de réponse est : comment rendre le milieu urbain plus durable ? L'absence de durabilité du mode de vie occidental qui s'étend dans le monde a lieu sur deux plans. En amont, il épuise les ressources. En aval, il déstabilise les équilibres globaux vitaux pour la poursuite de l'aventure humaine.

Idéalement, la réflexion sur les écoquartiers, lieux d'expérimentation technique et humaine à une échelle significative, devrait intégrer ces deux dimensions du défi. De fait, cela est en partie le cas : les écoquartiers ont bien vocation à épargner les ressources, les énergies fossiles en particulier. Et ils tiennent directement compte de sept des neuf « frontières planétaires »¹.

En diminuant les émissions de gaz à effet de serre, ils tempèrent le changement climatique, l'acidification des océans et l'érosion de la biodiversité. En densifiant, ils contribuent à lutter

contre le changement d'affectation des terres et la perte de biodiversité. En optimisant l'utilisation de l'eau, ils ménagent cette ressource fragilisée. En utilisant des écomatériaux, ils stockent du carbone et font baisser la pollution chimique. En freinant la mobilité motorisée, ils réduisent les émissions de particules fines (en plus du CO₂) et donc la charge en aérosols dans l'atmosphère.

Mais si l'on veut que les écoquartiers contribuent à changer la donne au-delà de leur « seule » dimension physique et de leur « seul » périmètre et exercent des effets systémiques sur l'organisation des territoires, y compris sur l'agriculture, il faut qu'ils puissent influencer les modes de vie et l'organisation économique des sociétés industrielles.

Cette enquête ne va pas jusque-là, mais certains des écoquartiers et des projets d'écoquartiers parmi les plus féconds qu'il évoque donnent bel et bien lieu à des réflexions, travaux et engagements citoyens qui vont au-delà de la « seule » dimension immédiate du projet urbain en cause. A Lausanne et à Roubaix, par exemple, des associations s'appuient sur un écoquartier en gestation pour travailler sur l'économie solidaire et préparer chacune un grand rendez-vous national sur ce sujet en 2013.

Les écoquartiers, faut-il le préciser, ne résoudre pas tous les problèmes de la Terre, mais ils apportent une grosse goutte d'espoir dans un monde qui en a tragiquement besoin. Et ils parviendront d'autant plus et mieux à irriguer leur environnement physique et humain de leurs apports positifs que les acteurs institutionnels et professionnels qui les pilotent feront preuve d'ouverture et incluront pleinement toutes les parties prenantes à la discussion et à la réflexion qui les concernent au premier chef.

Tremplins citoyens

Il ressort de cette enquête que trois ingrédients sont essentiels pour générer autour des écoquartiers une dynamique à même de tirer les territoires et leurs acteurs vers la durabilité : un tissu humain très entreprenant et organisé ;

une ville aux élus prêts à soutenir franchement l'engagement de ce tissu humain ; des architectes-urbanistes aux convictions fortes et aux compétences authentiques sur ce thème.

Or, ce tour d'horizon de quelques écoquartiers en France et en Suisse montre que trop peu d'architectes et d'urbanistes sont ouverts à une véritable intégration des habitants et des usagers à leur travail. Tribu architecture en Suisse, Robins des villes en France sont des lieux précieux de ce point de vue. De même, trop peu de municipalités sont ouvertes à une forte participation citoyenne. Et sans surprise, dans ce terreau et cette culture défavorables, trop peu de collectifs citoyens disposent des ressources pour s'organiser d'une façon efficace pour faire valoir leurs points de vue.

Bilan : quasiment toutes les opérations restent essentiellement « descendantes », du haut vers le bas, des « sachants » vers les « non-sachants », des experts et des professionnels de la ville vers les « profanes » qui n'ont trop souvent qu'à subir ce qu'on leur propose et s'y adapter.

Dès lors, si l'on veut voir les écoquartiers jouer un rôle plus fort et révéler leur plein potentiel, il ne faut pas se limiter à en faire des lieux physiquement accueillants pour la nature et plus respectueux de ses équilibres – même si cela est déjà très bien ! –, il faut, plus encore, en faire des tremplins à l'expression d'une citoyenneté beaucoup plus vigoureuse et épanouie que cela n'est le cas aujourd'hui.

De tels tremplins auront l'avantage de répondre en même temps à une demande sociale et à un besoin objectif. La motivation à habiter dans des écoquartiers, lieux à la fois agréables et porteurs de sens, en fait des points où convergent aspirations individuelles et intérêt collectif. Ils sont, au vrai, une véritable aubaine. C'est pourquoi les collectivités territoriales devraient en profiter bien plus qu'elles ne le font à l'heure actuelle. ■

1) La liberté humaine s'arrête aux frontières de la planète, LaRevueDurable n°41, février-mars-avril 2011, pp. 15-55.

